

Je suis heureux de cette occasion qui m'est donnée de vous entretenir brièvement des relations économiques du Canada avec la CEE et les Etats-Unis, entretien qui servira d'introduction à la période de discussion qui suivra.

Pour ce qui est de nos relations avec la CEE, cette occasion est particulièrement la bienvenue. J'ai le sentiment que les démarches du Gouvernement en vue de poursuivre le dialogue avec la CEE n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritaient. Il y a trois semaines à peine, par exemple, le Globe and Mail publiait un éditorial sur la récente rencontre au sommet de la CEE. Le Globe attirait l'attention sur le fait important que le communiqué diffusé à l'issue de la rencontre au sommet mentionnait le Canada expressément. L'éditorialiste du Globe y a vu, -- et je suis d'accord avec lui --, "une invitation à définir des relations plus précises entre le Canada et la nouvelle Europe". Toutefois, son éditorial se terminait ainsi: "Voilà une occasion que le Gouvernement canadien devrait saisir énergiquement", ce qui laissait entendre que le Gouvernement n'était pas conscient de l'existence même de cette occasion.

En fait, la mention du Canada dans le communiqué faisant suite au sommet de la CEE n'est pas fortuite. C'est la preuve tangible du succès qu'a remporté une campagne de persuasion à laquelle le Gouvernement a consacré beaucoup d'efforts, surtout au cours des deux dernières années. Au niveau des fonctionnaires, la campagne a été menée sur une base permanente; en outre, jusqu'au début de la période électorale, elle a exigé de moi et de mon collègue M. Jean-Luc Pepin, Ministre de l'Industrie et du Commerce, une somme considérable de travail, des voyages et un long travail de persuasion.

Nous savions très bien que des points de vue économique aussi bien que politique, la réalisation de l'Europe nouvelle soulevait des questions de la plus haute importance. Aux fins de la discussion qui suivra, je mets de côté les questions d'ordre politique. Toutefois, le seul enjeu économique appelle une réflexion des plus prudentes. D'ici 1980, les importations de la CEE élargie en provenance du monde extérieur pourraient monter en flèche et atteindre 130 milliards de dollars. Le Canada, quatrième exportateur en importance après la CEE, les Etats-Unis et le Japon, doit prendre le Marché commun très au sérieux. Les dix pays constituants forment déjà ce qui est de loin le plus important bloc commercial du monde; ils ont importé pour au-delà de soixante-dix milliards de dollars de marchandises de l'étranger l'an dernier. De cette somme, la part des produits provenant du Canada s'élevait à plus de deux milliards de dollars. Ces importations représentaient 17 pour cent de l'ensemble de nos exportations et environ la moitié de nos exportations hors de l'Amérique du Nord, ce qui plaçait de loin la CEE au second rang parmi nos partenaires commerciaux.

Néanmoins, nous pouvons améliorer notre situation considérablement. Nous devons le faire. Depuis 1958, les exportations du Canada à destination de la CEE ont progressé de façon constante. Elles n'ont toutefois pas suivi le rythme de l'augmentation des importations totales de la CEE en provenance de l'étranger. Notre part de ces marchés a régressé. Il est tout aussi important de mentionner que nos exportations vers la CEE n'ont pas suivi la tendance des importations de la CEE, où il y a eu augmentation des produits manufacturés et transformés et diminution des matières premières et des produits de première nécessité. C'est précisément dans les secteurs qui font surtout une grande consommation de techniques que nous devons améliorer sensiblement notre position.

Il n'a pas été facile de trouver la cause des difficultés que nous éprouvons dans cette catégorie de nos exportations vers la CEE. L'accès a